

Joint Statement by the Special Representatives of the Secretary-General on Sexual Violence in Conflict and for Children and Armed Conflict commending landmark conviction for crimes against humanity by the Democratic Republic of the Congo in the Kavumu child rape cases

[Office of the Special Representative of the Secretary-General for Sexual Violence in Conflict](#)

The Special Representatives of the United Nations Secretary-General (SRSG) on Sexual Violence in Conflict (SVC), Pramila Patten, and for Children and Armed Conflict, Virginia Gamba welcome the landmark decision by military justice authorities in the Democratic Republic of the Congo (DRC) for the conviction of a provincial parliamentarian and members of the “Army of Jesus” militia for the crimes against humanity of rape for dozens of children in Kavumu, DRC. The crimes occurred on a serial basis between 2013–2016 in the town located in South Kivu province.

“The child survivors of sexual violence in Kavumu, their families, and community have shown tremendous bravery throughout the trial process,” said Special Representative Patten. “I commend their courage and I hope today’s judgment delivers a measure of justice for their suffering.” She noted further that the “judgment and life sentences rendered by military justice authorities is a significant step forward in ending impunity for sexual violence in the DRC.”

SRSGs Patten and Gamba also commended civil society actors for their role. “The case demonstrates that when there is political will, well-trained Government officials, civil society involvement, and an engaged press, there can be justice for sexual violence,” said SRSG Gamba. SRSG Patten added that: “I am pleased that the UN Team of Experts on the Rule of Law and Sexual Violence in Conflict could be deployed to assist national authorities in the military justice system appropriately to ensure that the Kavumu case was prioritized in accordance with the Joint Communiqué signed by my Office with the Government of the DRC in 2013.”

“Rape and other forms of sexual violence against children remains unfortunately widespread in the DRC, with six parties listed for this grave violation in the latest Secretary-General report on Children and Armed Conflict. This conviction brings hope to all the other victims of sexual violence,” SRSG Gamba said. “However, although the trial has concluded, the justice process is not yet over,” both Special Representatives noted. “The potentially life-changing judgments of reparations that were awarded by the court to the child victims must be paid for justice to be fully delivered and the sentences of the perpetrators must be carried out.” SRSGs Patten and Gamba urged “the international community to work with the Government of the DRC to ensure resources are made available for the payment of reparations to the survivors and other victims of the Kavumu atrocities.”

Communiqué Conjoint entre les Représentantes spéciales du Secrétaire général de l’ONU chargée des violences sexuelles commises en période de conflit et pour les enfants et les conflits armés se félicite de la condamnation historique par la République démocratique du Congo pour crimes contre l’humanité pour le viol d’enfants à Kavumu

<http://www.un.org/sexualviolenceinconflict/statement/joint-statement-by-the-special-representatives-of-the-secretary-general-on-sexual-violence-in-conflict-and-for-children-and-armed-conflict-commending-landmark-conviction-for-crimes-against-humanity/>

Les Représentantes spéciales du Secrétaire général de l'ONU chargée des violences sexuelles commises en période de conflit, Madame Pramila Patten, et pour les enfants et les conflits armés, Madame Virginia Gamba, saluent la justice militaire de la République démocratique du Congo (RDC) pour la décision historique de condamner un parlementaire local et des membres de la milice « Armée de Jésus » pour le viol de dizaines d'enfants à Kavumu, RDC. Ces crimes ont été commis d'une façon systématique entre 2013-2016 dans une ville de la province du Sud-Kivu.

« Les enfants survivants des violences sexuelles à Kavumu, leur famille, et communauté ont démontré un énorme courage pendant le procès, » a déclaré la Représentante spéciale Patten. « Je rends hommage à leur courage et j'espère que le jugement d'aujourd'hui leur rend justice. » Elle a notamment souligné que « le jugement et l'emprisonnement à vie par la justice militaire franchissent ainsi une étape cruciale pour mettre fin à l'impunité des auteurs des violences sexuelles en RDC. »

Les Représentantes spéciales Patten et Gamba félicitent également la société civile pour leur rôle. « Ce cas démontre qu'avec une volonté politique, des représentants du Gouvernement bien entraînés, la participation de la société civile et une presse engagée, justice peut être rendue dans les cas de violence sexuelle, » a noté la Représentante spéciale Gamba. « Je me réjouis que l'Equipe d'Experts des Nations Unies sur l'Etat de Droit et les Violences Sexuelles dans les Conflits ait pu être déployée pour soutenir les autorités nationales dans le système militaire de justice pour s'assurer que le cas de Kavumu soit priorisé conformément au Communiqué Conjoint signé par mon Bureau et le Gouvernement congolais en 2013, » la Représentante spéciale Patten a ajouté.

« Le viol et les autres formes de violences sexuelles contre les enfants restent malheureusement répandus en RDC et six partis figurent sur les listes du dernier Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé pour cette violation grave. Cette condamnation apporte de l'espoir à toutes les autres victimes de violence sexuelle », a indiqué la Représentante spéciale Gamba. « Néanmoins, bien que le procès soit conclu, le processus judiciaire n'est pas encore terminé, » ont rappelé les deux Représentantes spéciales. « Ces jugements de réparations susceptibles de changer la vie des enfants victimes de violences sexuelles doivent être payés en entier et la condamnation des auteurs de ces violences doit être exécutée pour que justice soit pleinement rendue. »

Les Représentantes spéciales Patten et Gamba exhortent « la communauté internationale à travailler avec le Gouvernement congolais afin de garantir que des ressources soient disponibles pour le paiement de réparations aux survivantes et aux autres victimes des atrocités de Kavumu. »